

Elections au Gabon : Il est temps d'arrêter ce bal de faux-culs politiques

Soumis par Alternative Démocrate

05-09-2009

Dernière mise à jour : 05-12-2011

Alternative Démocrate regrette profondément que la politique de la France envers le Gabon reste celle de la Françafrique en niant les désirs légitimes du peuple gabonais.

Les moins cyniques reconnaissent à voix basse un coup d'état électoral et les yeux se tournent vers le Président de la République protecteur ; un certain Robert Bourgi secondé par Bernard Kouchner.

La France doit-elle imposer à un pays un chef d'état dont il ne veut pas sans égards pour la vie des ressortissants français qui vivent dans ce pays ?

En vertu de quoi, de la Françafrique ?

La Françafrique ne représente pas le peuple français mais seulement quelques intérêts particuliers.

L'Occident en général et la France en particulier pillent depuis très longtemps les richesses des pays du tiers-monde, au nom de leur industrie, de leur économie et de leurs finances sous le couvert parfois fort pratique de l'Humanitaire.

Cela est un secret de polichinelle.

Au lieu de se ressaisir et de profiter de l'occasion de se racheter aux yeux de l'opinion publique africaine et internationale, en établissant une coopération bilatérale juste et équitable, voilà que patatras, les vieilles méthodes de la Françafrique resurgissent.

Pourquoi la France choisit-elle de couvrir, en le niant, le coup de force électoral au Gabon, organisé selon diverses sources gabonaises par Robert Bourgi, qui s'est déjà tristement illustré en RDC (l'ex Zaïre) auprès du maréchal Mobutu et qui, malgré ses échecs, a recommencé au Gabon ?

Lorsque le gouvernement français, ainsi qu'Ali Bongo, appellent hypocritement au respect des voies légales de contestation des résultats, ils devraient alors laisser les autres candidats faire valoir leurs recours devant des institutions de recours fonctionnant de façon indépendante, démocratique et transparente.

Cela n'est pas le cas de la cour constitutionnelle gabonaise actuelle, qui n'est pas davantage indépendante que l'était la CENAP (commission électorale).

Non, les gabonais ne sont pas de grands enfants attendant de la France de savoir ce qu'il leur faut.

Ils aspirent à faire leurs bons ou mauvais choix ainsi que la France l'a fait en son temps, notamment en refusant la monarchie pour les valeurs de liberté et de démocratie dans une république après la révolution de 1789.

Et le peuple gabonais a le droit de faire ses choix sans que la France y mette son grain de barbouzerie de manière aussi humiliante qu'insultante.

Alternative Démocrate le rappelle, pour ceux qui semblent l'avoir oublié : le désespoir et l'humiliation sont le terreau de la violence et de toutes les formes d'extrémismes.

Alternative Démocrate regrette autant les violences qui sont exercées sur les ressortissants français vivant au Gabon qu'elle déplore profondément les morts gabonais qui résultent directement d'une politique extérieure manifestement colonialiste du gouvernement français.

Alternative Démocrate regrette profondément que la France ne tire toujours pas de leçons des désastres du Rwanda, de la Côte d'Ivoire et de la RDCongo, et dans le souci de désamorcer une crise qui s'annonce très préjudiciables pour tous au vu des signaux inquiétants envoyés çà et là, l'opposition menaçant de former un gouvernement parallèle et d'appeler à la désobéissance civile,

Alternative Démocrate conseille humblement au président Nicolas Sarkozy de ne pas ignorer la saine et légitime colère du peuple gabonais poussé à bout après un coup d'État électoral et militaire.

Alternative Démocrate soutient la lettre envoyée par Mme Odile Biyidi présidente de l'association SURVIE aux députés de l'assemblée nationale française <http://survie.org>

Claire Aymes, présidente Alternative Démocrate